

LC

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 40.559/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice- Premier Ministre et Ministre des Finances, le 24 mai 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un amendement du Gouvernement au projet de "loi-programme ", a donné le 31 mai 2006 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"De dringende noodzakelijkheid wordt als volgt gemotiveerd :

- tijdens de Begrotingscontrole 2006 heeft de regering beslist deze maatregel inzake de aansprakelijkheid van bestuurders bij niet betaling van de bedrijfsvoorheffing en van de BTW in te voeren; aan deze maatregel is ook een budgettaire meeropbrengst verbonden;
- deze maatregel moet dus samen met de andere beslissingen die in het kader van de Begrotingscontrole 2006 zijn getroffen, in de Programmawet worden opgenomen".

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Introduction

Bien que la justification de l'amendement n'y fasse aucune allusion, celui-ci est inspiré en grande partie des articles 14 et 15 de l'avant-projet de loi-programme au sujet duquel le Conseil d'État a donné le 8 mai 2006, l'avis 40.372/2.

L'amendement ajoute toutefois un article destiné à compléter l'article 298, § 2, alinéa 2, du CIR en matière de recouvrement du précompte professionnel.

.../...

Responsabilité des dirigeants en matière de précompte professionnel
(Article 442^{quater} du CIR en projet)

Dans son avis 40.372/2, précité, le Conseil d'État s'était demandé s'il était bien nécessaire d'introduire une disposition spéciale sur la responsabilité des dirigeants des sociétés dotées de la personnalité juridique et de certaines personnes morales sans but lucratif en raison du préjudice causé à l'État par les manquements de ces sociétés et personnes morales à leur obligation de payer le précompte professionnel (comme d'ailleurs la TVA) : pareille responsabilité peut déjà être invoquée par l'État en vertu de l'article 1382 du Code civil et surtout de l'article 530 du Code des sociétés qui prévoit qu'en cas de faillite et d'insuffisance de l'actif d'une société anonyme et s'il est établi qu'une faute grave et caractérisée dans leur chef a contribué à la faillite, tout administrateur ou ancien administrateur, ainsi que toute autre personne qui a effectivement détenu le pouvoir de gérer la société, peut être déclaré personnellement obligé, avec ou sans solidarité, de tout ou partie des dettes sociales à concurrence de l'insuffisance de l'actif (comparez, en matière de SPRL, Code des sociétés, article 265). La justification de l'amendement, qui reproduit à cet égard l'exposé des motifs de l'avant-projet de loi-programme, rappelle les fautes graves et caractérisées qui ont permis à la jurisprudence de retenir la responsabilité des dirigeants pour défaut de paiement du précompte professionnel ou de la TVA.

Ce n'est que pour le cas où l'auteur du projet aurait estimé devoir maintenir les dispositions en projet édictant des règles spéciales de responsabilité solidaire en cas de manquement à l'obligation de la société ou de la personne morale de payer le précompte professionnel ou la TVA que, dans son avis précité, le Conseil d'État a formulé certaines observations sur les textes de l'avant-projet de loi-programme, sans toutefois pouvoir, dans le délai de cinq jours qui lui était imparti, procéder à un examen complet de ces dispositions.

Le nouvel examen nécessité par l'amendement du Gouvernement conduit le Conseil d'État à formuler des observations complémentaires sur le nouvel article 442^{quater} en projet.

Observation générale

Si l'article 442^{quater} du CIR en projet est adopté, il semble que l'État fera appel à la responsabilité personnelle des dirigeants de sociétés pour défaut de paiement du précompte professionnel principalement en cas de faillite de la société. Or, en pareil cas, comme on vient de le rappeler, l'article 530 du Code des sociétés permet au curateur d'intenter contre les dirigeants de la société faillie une action en comblement de passif s'il est établi qu'une faute grave et caractérisée des dirigeants a contribué à la faillite.

En pareil cas, on ne conçoit pas que l'administration intente, parallèlement à cette action du curateur, une action contre les mêmes dirigeants pour obtenir le paiement de la partie du passif consistant dans le précompte professionnel impayé.

La question se pose, dès lors, de savoir comment régler le concours des deux actions.

À cet égard, l'auteur du projet pourrait peut-être s'inspirer de la loi française n° 2005-842 du 26 juillet 2005 qui a introduit un article L267 dans le Livre des procédures fiscales rédigé comme suit :

"Lorsqu'un dirigeant d'une société, d'une personne morale ou de tout autre groupement est responsable de manœuvres frauduleuses ou de l'inobservation grave et répétée des obligations fiscales qui ont rendu impossible le recouvrement des impositions et des pénalités dues par la société, la personne morale ou le groupement, ce dirigeant peut, s'il n'est pas déjà tenu au paiement des dettes sociales en application d'une autre disposition, être déclaré solidairement responsable du paiement de ces impositions et pénalités ...".

Observations particulières

Paragraphe 1^{er}

Dans son avis 40.372/2, précité, le Conseil d'État avait fait observer que la responsabilité des dirigeants ne peut être mise en jeu avant que le précompte professionnel impayé ait été enrôlé à charge de la société ou de la personne morale (à propos du paragraphe 6 de l'article 442^{ter} du CIR en projet).

.../...

Si l'auteur du projet admet le bien-fondé de cette remarque, le paragraphe 1^{er} doit viser le manquement par la société ou la personne morale à son obligation de payer, dans le délai prescrit par l'avertissement-extrait de rôle, le précompte professionnel enrôlé.

Par ailleurs, la finale de l'alinéa 1^{er} du paragraphe 1^{er} serait mieux rédigée comme suit :

"(...) sont solidairement responsables du manquement si celui-ci est imputable à une faute, au sens de l'article 1382 du Code civil, qu'ils ont commise dans la gestion de la société ou de la personne morale".

Ce texte suffit pour que la charge de la preuve de la faute incombe à l'administration, sans qu'il soit nécessaire de l'explicitier davantage ("lorsqu'il est démontré que ...").

Paragraphe 2 et 3

Si la modification du paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est adoptée, il y a lieu de préciser, dans la première phrase du paragraphe 2, qu'il s'agit du précompte professionnel enrôlé.

Dans la même phrase, la présomption ne doit concerner que la faute "visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}". On peut, en effet, concevoir des manquements répétés n'engageant que la responsabilité du dirigeant chargé de la gestion journalière.

Il y a lieu de faire suivre l'alinéa 1^{er} du paragraphe 2 du texte du paragraphe 3 en projet, qui est le complément de l'alinéa 1^{er} du paragraphe 2.

L'alinéa 2 du paragraphe 2, s'il est maintenu, devrait faire l'objet d'un nouveau paragraphe 3.

On peut se demander toutefois si le maintien de cet alinéa se justifie. Le précompte professionnel fait partie intégrante des rémunérations : c'est une partie des rémunérations que l'employeur paye au fisc pour compte des travailleurs. Les difficultés financières de l'employeur ne justifient donc pas qu'il paye des rémunérations aux travailleurs sans payer au fisc la partie des rémunérations qui lui revient.

Si le texte en projet est néanmoins maintenu, il y a lieu de préciser à quel moment se situe l'ouverture de la procédure de concordat judiciaire ou de faillite par rapport aux manquements à l'obligation de payer le précompte professionnel enrôlé.

Paragraphe 4

Ce paragraphe est en grande partie inutile : s'il s'agit d'une responsabilité pour faute au sens de l'article 1382 du Code civil, celle-ci ne peut ou n'a pu être commise qu'au cours de la ou des périodes pendant lesquelles le dirigeant exerce ou a exercé ses fonctions au sein de la société ou de la personne morale.

Dans la mesure où le texte indique que la responsabilité s'étend aux accessoires du précompte professionnel, cette notion devrait être précisée : s'agit-il du principal et des intérêts, ou l'auteur de l'amendement veut-il y inclure les accroissements éventuels ? L'extension de la responsabilité des dirigeants aux accroissements encourus par la société ne paraît pas s'imposer, car ceux-ci ne constituent pas un dommage causé par la faute du dirigeant.

Paragraphe 5

Ce paragraphe devrait figurer à la fin du paragraphe 1^{er}. Il n'y a pas lieu de faire un paragraphe distinct de chaque alinéa d'un article.

Paragraphe 6 et 7

Le paragraphe 6 peut être omis : pour obtenir des dommages-intérêts en raison d'une faute au sens de l'article 1382 du Code civil, il va sans dire que l'État doit assigner devant le tribunal compétent.

Quant au paragraphe 7, dont la numérotation serait modifiée, le début pourrait en être rédigé comme suit :

"§ 7. L'action judiciaire contre le ou les dirigeants responsables n'est recevable que si elle est intentée après l'expiration d'un délai d'un mois à dater d'un avertissement adressé par le receveur par lettre recommandée à la poste invitant le destinataire à prendre les mesures nécessaires pour remédier au manquement ou pour démontrer que celui-ci n'est pas imputable à une faute commise par eux".

Dans l'alinéa 2 du paragraphe 7, le premier mot de la troisième ligne doit s'écrire "requière" (au lieu de "requiert").

Responsabilité des dirigeants en matière de TVA (Article 93*undecies* C du Code TVA)

L'article 93*undecies* C en projet du Code de la TVA appelle, *mutatis mutandis*, les mêmes remarques que l'article 442*quater* en projet du CIR, et en outre, les observations suivantes.

Paragraphe 1^{er}

Le texte précise que la responsabilité s'applique non seulement à la TVA, en principal et intérêts, mais aussi aux amendes fiscales.

Il est renvoyé à cet égard à l'observation formulée à propos du paragraphe 4 de l'article 442*quater* en projet.

.../...

Il y a lieu de préciser à partir de quel moment le défaut de paiement de la TVA permet à l'État de se retourner contre les dirigeants : de même qu'en matière de précompte professionnel, il faut que celui-ci ait été enrôlé, de même il semble nécessaire, en matière de TVA, que l'administration se soit procuré un titre exécutoire contre la société ou la personne morale en lui décernant une contrainte.

Paragraphe 2

L'alinéa 2, qui devrait faire l'objet d'un paragraphe 3 (pour les raisons indiquées à propos des paragraphes 2 et 3 de l'article 442*quater* en projet) se justifie assurément en matière de TVA car, contrairement à ce qu'indique la justification de l'amendement, la TVA n'a pas nécessairement été perçue par l'entreprise au moment où celle-ci en est redevable : il est courant, en effet, que les clients de l'entreprise tardent à payer les factures de celle-ci, alors que l'entreprise doit payer la TVA dans le délai de déclaration périodique, même si ses factures sont impayées.

Recouvrement du précompte professionnel (modification de l'article 298, § 2 du CIR)

Il y a lieu de préciser, dans l'article en projet, que l'article 298, § 2, du CIR a été modifié par la loi du 5 décembre 2001 (comme le rappelle d'ailleurs la justification de l'amendement).

La chambre était composée de

Messieurs	P. HANSE,	conseiller d'État, président,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	J. KIRKPATRICK,	assesseur de la section de législation,
Madame	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

P. HANSE

LC

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 40.559/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 24 mei 2006 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een amendement van de Regering bij het ontwerp van "programmawet", heeft op 31 mei 2006 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In casu luidt de brief als volgt :

"De dringende noodzakelijkheid wordt als volgt gemotiveerd :

- tijdens de Begrotingscontrole 2006 heeft de regering beslist deze maatregel inzake de aansprakelijkheid van bestuurders bij niet betaling van de bedrijfsvoorheffing en van de BTW in te voeren; aan deze maatregel is ook een budgettaire meeropbrengst verbonden;
- deze maatregel moet dus samen met de andere beslissingen die in het kader van de Begrotingscontrole 2006 zijn getroffen, in de Programmawet worden opgenomen."

*
* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Inleiding

Hoewel daarnaar in de verantwoording van het amendement geenszins wordt verwezen, is het amendement grotendeels geredigeerd naar het voorbeeld van de artikelen 14 en 15 van het voorontwerp van programmawet waarover de Raad van State op 8 mei 2006 advies 40.372/2 heeft uitgebracht.

.../...

Door het amendement wordt evenwel een artikel toegevoegd tot aanvulling van artikel 298, § 2, tweede lid, van het WIB inzake de invordering van de bedrijfsvoorheffing.

Aansprakelijkheid van bestuurders inzake bedrijfsvoorheffing
(Ontworpen artikel 442^{quater} van het WIB)

In zijn voormelde advies 40.372/2 heeft de Raad van State de vraag gesteld of het wel noodzakelijk was een bijzondere bepaling in te voegen betreffende de aansprakelijkheid van bestuurders van vennootschappen met rechtspersoonlijkheid en van sommige rechtspersonen zonder winstoogmerk voor het nadeel dat de Staat lijdt door het tekortschieten van die vennootschappen en rechtspersonen aan hun verplichting tot het betalen van bedrijfsvoorheffing (zoals overigens ook van BTW) : die aansprakelijkheid kan reeds door de Staat worden aangevoerd krachtens artikel 1382 van het Burgerlijk Wetboek en vooral krachtens artikel 530 van het Wetboek van Vennootschappen, waarin wordt bepaald dat indien bij faillissement van de naamloze vennootschap de schulden de baten overtreffen, bestuurders of gewezen bestuurders, alsmede alle andere personen die ten aanzien van de zaken van de vennootschap werkelijke bestuursbevoegdheid hebben gehad, persoonlijk en al dan niet hoofdelijk aansprakelijk kunnen worden verklaard voor het geheel of een deel van de schulden van de vennootschap tot het beloop van het tekort, indien komt vast te staan dat een door hen begane, kennelijk grove fout heeft bijgedragen tot het faillissement (Vergelijk, wat BVBA's betreft, Wetboek van Vennootschappen, artikel 265). In de verantwoording van het amendement, waarin in dit verband de memorie van toelichting van het voorontwerp van programmawet wordt overgenomen, wordt verwezen naar kennelijke grove fouten op grond waarvan de rechtspraak de bestuurders aansprakelijk heeft gesteld wegens niet-betaling van bedrijfsvoorheffing of BTW.

Alleen voor het geval de steller van het ontwerp geoordeeld zou hebben de ontworpen bepalingen te moeten handhaven waarbij bijzondere regels van hoofdelijke aansprakelijkheid werden uitgevaardigd in geval van niet-naleving door de vennootschap of de rechtspersoon van de verplichting om bedrijfsvoorheffing of BTW te betalen, heeft de Raad van State in zijn voornoemde advies bepaalde opmerkingen gemaakt over de teksten van het voorontwerp van programmawet, zonder evenwel binnen de termijn van vijf dagen die hem toegemeten was, een volledig onderzoek van die bepalingen te kunnen uitvoeren.

Het nieuwe onderzoek dat nodig is door het amendement van de Regering, brengt de Raad van State ertoe aanvullende opmerkingen te maken over het nieuwe ontworpen artikel 442^{quater}.

Algemene opmerking

Als het ontworpen artikel 442^{quater} van het WIB aangenomen wordt, laat het zich aanzien dat de Staat voornamelijk bij faillissement van een vennootschap een beroep zal doen op de persoonlijke aansprakelijkheid van de bestuurders van de vennootschap wegens het niet-betalen van bedrijfsvoorheffing. Zoals zo-even uiteengezet is, kan de curator in zulk een geval krachtens artikel 530 van het Wetboek van Vennootschappen evenwel een vordering tot aanzuivering van het passief instellen tegen de bestuurders van de gefailleerde vennootschap indien komt vast te staan dat een door hen begane, kennelijk grove fout heeft bijgedragen tot het faillissement.

In zulk een geval valt niet in te zien waarom het bestuur parallel met de vordering van de curator een vordering zou instellen tegen dezelfde bestuurders om de betaling te verkrijgen van het deel van het passief dat uit niet-betaalde bedrijfsvoorheffing bestaat.

De vraag rijst bijgevolg hoe de samenloop van beide vorderingen kan worden geregeld.

In dit verband zou de steller van het ontwerp misschien inspiratie kunnen vinden in de Franse wet nr. 2005-842 van 26 juli 2005, waarbij een als volgt luidend artikel L267 ingevoegd is in het Livre des procédures fiscales :

"Lorsqu'un dirigeant d'une société, d'une personne morale ou de tout autre groupement est responsable de manœuvres frauduleuses ou de l'inobservation grave et répétée des obligations fiscales qui ont rendu impossible le recouvrement des impositions et des pénalités dues par la société, la personne morale ou le groupement, ce dirigeant peut, s'il n'est pas déjà tenu au paiement des dettes sociales en application d'une autre disposition, être déclaré solidairement responsable du paiement de ces impositions et pénalités ...".

Bijzondere opmerkingen

Paragraaf 1

In zijn voormelde advies 40.372/2 heeft de Raad van State erop gewezen dat de aansprakelijkheid van de bestuurders niet eerder op het spel kan staan dan wanneer de niet-betaalde bedrijfsvoorheffing ten laste van de vennootschap of de rechtspersoon in het kohier is opgenomen (in verband met paragraaf 6 van het ontworpen artikel 442^{ter} van het WIB).

Indien de steller van het ontwerp aanvaardt dat deze opmerking gegrond is, moet paragraaf 1 betrekking hebben op de tekortkoming door de vennootschap of de rechtspersoon aan de verplichting tot betaling van de ingekohierde bedrijfsvoorheffing binnen de termijn die voorgeschreven is op het aanslagbiljet.

Bovendien zou het eerste lid van paragraaf 1 beter als volgt worden gesteld :

"Art. 442^{quater} § 1. In geval van tekortkoming, door vennootschappen of rechtspersonen bedoeld in artikel 17, § 3, van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen, gewijzigd bij de wet van 2 mei 2002, aan hun verplichting tot betaling van bedrijfsvoorheffing, zijn de bestuurder of bestuurders van de vennootschap of van de rechtspersoon die belast zijn met het dagelijks bestuur van de vennootschap of van de rechtspersoon hoofdelijk aansprakelijk voor de tekortkoming indien die te wijten is aan een fout in de zin van artikel 1382 van het Burgerlijk Wetboek, die ze hebben begaan bij het besturen van de vennootschap of de rechtspersoon".

Deze tekst volstaat om aan te geven dat de bewijslast rust op de administratie, zonder dat dit uitdrukkelijk hoeft te worden geformuleerd ("indien wordt aangetoond dat ...").

Paragrafen 2 en 3

Indien de wijziging van paragraaf 1, eerste lid, wordt aangenomen, moet in de eerste zin van paragraaf 2 worden gepreciseerd dat het om de ingekohierde bedrijfsvoorheffing gaat.

In dezelfde zin mag het vermoeden alleen betrekking hebben op de "in § 1, eerste lid, bedoelde" fout. Men kan zich immers herhaalde tekortkomingen indenken waarvoor alleen de bestuurder belast met het dagelijks bestuur aansprakelijk is.

Op het eerste lid van paragraaf 2 moet de tekst van de ontworpen paragraaf 3 volgen, die de aanvulling is van het eerste lid van paragraaf 2.

Indien het tweede lid van paragraaf 2 wordt behouden, moet er een nieuwe paragraaf 3 van worden gemaakt.

De vraag rijst evenwel of handhaving van dit lid gerechtvaardigd is. De bedrijfsvoorheffing maakt een noodzakelijk deel uit van de bezoldigingen : het is een deel van de bezoldigingen dat de werkgever namens de werknemers betaalt. Financiële moeilijkheden van de werkgever wettigen dus niet dat hij aan de werknemers bezoldigingen betaalt zonder aan de fiscus het deel van de bezoldigingen dat aan de fiscus toekomt, te betalen.

Indien de ontworpen tekst toch wordt gehandhaafd, moet worden aangegeven wanneer de opening van de procedure van gerechtelijk akkoord of van faillissement geschiedt, in relatie tot de tekortkomingen aan de verplichting om de ingekohierde bedrijfsvoorheffing te betalen.

Paragraaf 4

Deze paragraaf is grotendeels overbodig : indien het gaat om aansprakelijkheid voor een fout in de zin van artikel 1382 van het Burgerlijk Wetboek, kan of kon deze alleen begaan zijn in de loop van de periode(s) tijdens welke de bestuurder zijn functie in de vennootschap of in de rechtspersoon uitoefent of heeft uitgeoefend.

Doordat in de tekst wordt aangegeven dat de aansprakelijkheid ook betrekking heeft op het toebehoren van de bedrijfsvoorheffing, moet dit begrip worden verduidelijkt : gaat het om de hoofdsom en de interesten, of is het de bedoeling van de steller van het amendement eventuele aanwas erin op te nemen ? Het lijkt niet noodzakelijk de aansprakelijkheid van de bestuurders uit te breiden tot voor de vennootschap ontstane aanwas, daar die aanwas geen schade is die door de schuld van de bestuurder wordt berokkend.

Paragraaf 5

Deze paragraaf moet op het einde van paragraaf 1 komen. Er is geen reden om van elk lid van een artikel een afzonderlijke paragraaf te maken.

Paragrafen 6 en 7

Paragraaf 6 kan worden weggelaten : het is vanzelfsprekend dat de Staat moet dagvaarden voor de bevoegde rechtbank om schadevergoeding te verkrijgen wegens een fout in de zin van artikel 1382 van het Burgerlijk Wetboek.

Het begin van paragraaf 7, waarvan de nummering zou worden gewijzigd, zou als volgt kunnen worden geredigeerd :

"§ 7. De rechtsvordering tegen aansprakelijke bestuurders is slechts ontvankelijk indien ze wordt ingesteld na het verstrijken van een termijn van één maand te rekenen vanaf een door de ontvanger bij ter post aangetekende brief verzonden kennisgeving, waarin de geadresseerde verzocht wordt de nodige maatregelen te treffen om de tekortkoming te verhelpen of om aan te tonen dat deze niet het gevolg is van een door hen begane fout."

In de Franse tekst van het tweede lid van paragraaf 7 moet "requière" staan (in plaats van "requiert").

Aansprakelijkheid van de bestuurders inzake BTW
(Artikel 93~~undecies~~ C van het BTW-Wetboek)

Het ontworpen artikel 93 *undecies* C van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde behoeft *mutatis mutandis* dezelfde opmerkingen als het ontworpen artikel 442~~quater~~ van het WIB, alsook de volgende opmerkingen.

Paragraaf 1

In de tekst staat dat de aansprakelijkheid niet alleen geldt voor de BTW, hoofdsom en interesten, maar ook voor fiscale boeten.

In dit opzicht wordt verwezen naar de opmerking gemaakt over paragraaf 4 van het ontworpen artikel 442~~quater~~.

Er moet worden aangegeven vanaf wanneer de Staat zich bij het niet-betalen van BTW tegen de bestuurders kan keren : zoals met de bedrijfsvoorheffing moet de BTW ingekohierd zijn en zo ook lijkt het wat de BTW betreft noodzakelijk dat de administratie zich een uitvoerbare titel heeft verschaft tegen de vennootschap of de rechtspersoon door tegen hen een dwangmaatregel uit te vaardigen.

Paragraaf 2

Het tweede lid, dat paragraaf 3 zou moeten worden (om de redenen die aangegeven zijn in verband met de paragrafen 2 en 3 van het ontworpen artikel 442~~quater~~), is stellig gerechtvaardigd inzake BTW, daar in tegenstelling tot wat is aangegeven in de verantwoording van het amendement, de BTW niet noodzakelijkerwijs door de onderneming is geïnd op het ogenblik waarop ze deze verschuldigd is : het gebeurt immers vaak dat cliënten van een onderneming wachten om de facturen van de onderneming te betalen, terwijl de onderneming BTW moet betalen binnen de termijn van periodieke aangifte, ook al zijn de facturen niet betaald.

Invordering van de bedrijfsvoorheffing
(wijziging van artikel 298, § 2, van het WIB)

In het ontworpen artikel moet worden aangegeven dat artikel 298, § 2, van het WIB gewijzigd is bij de wet van 5 december 2001 (zoals er trouwens op wordt gewezen in de verantwoording van het amendement).

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. HANSE,	staatsraad, voorzitter,
Mevrouw	J. JAUMOTTE, M. BAGUET,	staatsraden,
de Heer	J. KIRKPATRICK,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

P. HANSE